



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Les-alternatives-solidaires-au-budget-du-PQ>

Les alternatives solidaires au budget du PQ

- Économie - Québec -



Date de mise en ligne : mardi 1er avril 2014

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

L'actuelle campagne électorale est un moment privilégié pour faire un choix sur des questions comme l'éducation, la santé, l'environnement, l'économie et la pauvreté. L'ensemble de ces enjeux est lié aux décisions politiques présentées dans le dernier budget du Québec présenté par le gouvernement du Parti québécois. Ayant été présent au huit clos avec Amir Khadir en tant que représentant de Québec solidaire, je vous présente ici notre analyse du budget déposé le 20 février dernier. Vous constaterez qu'un autre Québec est possible.

Un budget d'austérité, régressif et qui nuit à la prospérité.

Le budget présenté par le ministre des Finances Nicolas Marceau est un budget d'austérité qui conduira à des compressions, entre autres en santé et en éducation. Comme le Vérificateur général du Québec l'indiquait, le jour précédant le budget, le taux moyen de croissance annuelle des dépenses prévues par le gouvernement péquiste était deux fois moindre que celui des 6 années précédentes [1]. Il ajoute même que cette orientation pourrait freiner la croissance économique et que cet effet n'a pas été pris en considération. Ainsi, les compressions des dépenses auront un impact sur la qualité et l'accessibilité des services. Le nécessaire développement des services de santé à domicile ou celui des services pour les élèves en difficultés dans les écoles seront affectés.

C'est aussi un budget régressif, qui augmente le fardeau fiscal de la classe moyenne et des plus démunis. Le PQ augmente les frais de garde de plus de 25%, à 9\$ par jour indexable dans 2 ans, ce qui reposera nécessairement sur les familles. Les tarifs d'électricité augmenteront aussi de 22% d'ici 2018. On maintient le déséquilibre fiscal entre les entreprises et les individus, en laissant toutes les entreprises québécoises apporter au Trésor 5,9 milliards en impôt alors que les trois principales sociétés d'État apportaient à elles seules 5 milliards. Dans le même sens, on apprend que les dépenses prévues par le gouvernement pour l'aménagement forestier sont équivalentes aux redevances des entreprises forestières, donc sans revenus supplémentaires pour financer les services. Enfin, on maintient le déséquilibre fiscal entre les hauts revenus et la majorité de la population, avec les nombreux avantages dont bénéficient les hauts revenus... sans parler des paradis fiscaux dont profite Pierre-Karl Péladeau.

Le PQ présente aussi un budget qui nuit à la prospérité. En plus des compressions qui ralentissent la croissance, on oriente les investissements dans la mauvaise direction. Ainsi, on financera pour 450 millions la Cimenterie Port-Daniel et pour 110 millions le projet pétrole de schiste à Anticosti. Deux exemples de projets très polluants, probablement non rentables, et tournés vers l'économie des années 1950.

Ce budget s'inscrit dans la déjà longue tradition des budgets du PQ des années 1980 et 1990. On se rappellera des budgets visant le déficit zéro des années 1990 qui ont durablement nui à la santé et l'éducation. Les budgets d'austérité de l'époque avaient été suivis par des budgets régressifs, priorisant les baisses d'impôts qui ont profité aux plus haut revenus.

Les alternatives de Québec solidaire

Québec solidaire a des propositions pour diminuer les dépenses, augmenter les revenus et favoriser la croissance pour toutes et tous.

La santé est le principal poste budgétaire du Québec. C'est aussi un des secteurs avec la croissance la plus forte des coûts, principalement pour deux raisons. D'un côté, il y a la croissance des salaires des médecins spécialistes.

Elle a été négociée de façon irresponsable par le Parti libéral et Gaétan Barrette, candidat de la CAQ et président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec. Un autre modèle de rémunération et une croissance du nombre de médecins formés ou reconnus devra être envisagé. Surtout, c'est la croissance des coûts des médicaments qui cause problème. Québec solidaire propose à ce sujet la création de Pharma-Québec, un pôle d'achat national des médicaments pour l'ensemble du réseau public. Déjà en place dans de nombreux pays, il permettrait d'économiser au moins 1 milliard \$ par année à même le secteur de la santé.

Du côté des revenus, il faut agir du côté des entreprises. Les baisses d'impôt fédéral et provincial pour les entreprises des dernières années étaient censées relancer l'investissement. En fait, elles ont provoqué des coupures dans les services publics et elles ont augmenté les dépôts bancaires des entreprises, entre autres en devises étrangères. Alors que la moitié des entreprises ne paie pas un sou d'impôt, il faut rétablir la contribution de ces dernières. Québec solidaire propose de réinstaurer la taxe sur le capital abolie progressivement à partir de 2007. Cette taxe viserait les banques à un taux annuel de 1,6% et d'autres compagnies financières, à 0,8% pour 600 millions de \$ de revenus annuels. Si l'impôt sur le capital a un sens pour favoriser l'investissement des entreprises manufacturières, cela n'a pas de sens pour les entreprises financières, dont la taxe sur le capital est le meilleur moyen pour les faire contribuer.

Du côté des particuliers, plusieurs déductions fiscales favorisent les hauts revenus. Par exemple, les travailleurs paient habituellement un impôt sur près de 100% de la valeur de leur salaire. Par contre, plus une personne est riche et plus elle a de chance d'avoir une grande partie de son revenu en provenance de placements, de gains en capital. Québec solidaire propose d'éliminer la déduction fiscale de 50% des particuliers, pour gain en capital pour 800 millions de \$ de revenus annuels. C'était d'ailleurs un des éléments non réalisés de la plate-forme du PQ, qui prévoyait le passage de 50% à 75% de cette taxe. Et toutes ces mesures fiscales devraient se doubler d'une lutte à l'évasion fiscale, particulièrement par les paradis fiscaux.

Les ressources supplémentaires dégagées pourraient se combiner à des investissements majeurs qui amélioreraient les conditions de vie de la majorité tout en procurant des emplois dans toutes les régions. Par exemple, la construction annuelle de 10 000 logements pendant 5 ans permettrait de soutenir la revitalisation des villes tout en offrant des logements à coût modeste. Un chantier d'efficacité énergétique aiderait les locataires et propriétaires à diminuer leur coûts d'électricité. Enfin, l'investissement d'un milliard récurant sur 10 ans en transport en commun permettrait de développer un réseau performant qui faciliterait les déplacements et réduirait les bouchons de circulation et la pollution automobile. Ces mesures pourraient ainsi permettre d'améliorer les conditions de vie de la population tout en développant l'économie locale dans toutes les régions.

Viser le meilleur

La vision de Québec solidaire s'inspire de ce qui se fait de mieux dans le monde. Les pays avec les meilleures conditions de vie au monde sont situés au nord de l'Europe. Et qu'est-ce qui a distingué ces pays durant les 50 dernières années : un système d'impôt qui redistribue la richesse ; des services publics de santé et d'éducation très développés ; un haut taux de syndicalisme qui garantit de bonnes conditions de travail et une politique économique écologiste. Ces politiques de gauche en font également des pays avec une très vaste classe moyenne, une plus grande égalité entre les hommes et les femmes et une économie prospère et écologique qui a résisté à la crise des dernières années. C'est en visant ce qui se fait de meilleur que Québec solidaire propose de construire un Québec libre et indépendant. Le Québec a les ressources et l'expertise pour faire ce virage, il ne manque que le courage politique, et c'est ce qu'offre Québec solidaire.

[1] Une croissance annuelle de 2.4% au lieu de 4.7% de 2006-2007 à 2012-2013.